

céréales sèches dans tous nos entrepôts, comme les compartiments des cultivateurs, les élévateurs régionaux et terminus.

Le problème s'est aggravé parce que le gouvernement n'a pas voulu admettre que les cultivateurs étaient aux prises avec des difficultés économiques jamais rencontrées dans toute notre histoire. Ils ont d'énormes quantités de céréales de l'année dernière invendues. Il ont un énorme tas de céréales mouillées et ils n'ont pas les moyens d'en financer le séchage. Le ministre nous a critiqué de n'avoir pas présenté des propositions constructives. Je critique le gouvernement d'avoir manqué à une de ses obligations—susciter chez le cultivateur l'esprit d'initiative pour qu'il s'aide lui-même. J'ai proposé qu'on accorde des paiements à l'acre à raison de \$400 maximum à chaque cultivateur. En période de crise il faut subventionner une industrie de base comme l'agriculture. Il est bien connu que l'exportation des produits agricoles dans notre pays est notre deuxième source de revenus. L'industrie de la pâte et du papier est la plus importante mais la production agricole vient au deuxième rang.

L'agriculture est un facteur très important dans la vie économique du Canada. Si on permet à l'industrie agricole de périlcliter, ce qui est apparemment ce que le gouvernement consent à faire, nous en ressentirons l'effet général, non seulement dans l'industrie agricole de l'Ouest mais dans tout le pays. Je crois que si le gouvernement avait pris au sérieux la suggestion que nous avons faite il y a plusieurs mois et avait donné un encouragement à chaque cultivateur en l'aidant à payer le prix du transport de l'équipement de séchage là où il était nécessaire, cela aurait tout changé. Dans une étude récente nous avons découvert qu'il y avait environ 3,200 pièces d'équipement de séchage dans l'Ouest du Canada et seulement 900 en usage. La raison en est que les fermiers n'ont pas été en mesure de payer la facture de la mise en place de ces séchoirs. Ils ne veulent pas risquer leurs capitaux car, avec la perte de leurs marchés, ils craignent de ne pouvoir en sortir. Ils croient leur industrie si importante que le gouvernement sera bien obligé de montrer quelque initiative en reconnaissant cela comme un fait et en les aidant à mettre ces séchoirs en place.

• (11.00 p.m.)

J'ai suggéré, l'automne dernier, que le gouvernement collabore avec les gouvernements

provinciaux pour fournir une aide au transport de ces séchoirs. On aurait dû partager également les frais. J'ai été heureux de noter que la société d'énergie de la Saskatchewan fournira gratuitement des raccordements au gaz aux fermiers qui ont des séchoirs au gaz, pour les aider à sécher le grain. Voilà une société de la Couronne qui a pris une initiative à la place du gouvernement fédéral, principal responsable dans cette affaire. Cela démontre qu'un gouvernement provincial peut comprendre qu'il existe une situation d'urgence dans l'Ouest du Canada et s'en occuper, mais ce n'est pas suffisant. Le gouvernement fédéral aurait dû intervenir il y a longtemps.

En 1961, nous avons eu la pire sécheresse que l'agriculture ait jamais connue. Nous avons offert des subventions de concert avec les provinces pour amener le matériel de fenaison en place et avoir du fourrage pour nourrir nos bêtes. Dans le cas qui nous occupe, il faudrait envoyer des machines pour sécher le grain.

D'autres députés de l'Ouest ont offert des suggestions, et le ministre a signalé plusieurs choses qui ont été faites. Elles ont été très utiles, mais ce n'est pas assez. Le problème n'est pas réglé. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement prétend qu'il a fait tout ce qu'il pouvait. Il y a bien d'autres choses qu'on pourrait et devrait faire. Le député de Provencher (M. Smerchanski) a offert l'argument le plus ridicule que j'aie jamais entendu, quand il a essayé de tirer le gouvernement d'embarras en disant que cela incombe à la Commission du blé. C'est comme si on disait que, quand on embauche un ouvrier, on n'a pas à lui dire ce qu'il a à faire ou comment le faire. Après tout, si on embauche quelqu'un pour faire un travail, comme nous l'avons fait avec la Commission du blé, il faut le commander. Je suis persuadé que les dirigeants de la Commission du blé apprécieraient recevoir une orientation quelconque du gouvernement.

Le présent gouvernement a récemment commencé à donner des instructions à la Commission du blé, mais seulement après que l'urgence fut devenue apparente. Je ne veux pas récriminer contre la situation, mais j'ai eu l'occasion, ces dernières semaines, de discuter de la question assez longuement, et je veux en souligner la gravité. Nous, députés de l'opposition désirons tout mettre en œuvre pour trouver une solution à cette crise grave que traverse notre industrie de l'agriculture et des céréales.